

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (matin) 19 mars 2015

Direction de l'économie publique

41 2015.RRGR.97 Motion 040-2015 Moser (Landiswil, UDC)

Consommation du gibier tombé

Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 040-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 22.01.2015
Déposée par: Moser (Landiswil, UDC) (porte-parole)
Kummer (Berthoud, UDC)
Schweizer (Utzigen, UDC)
Cosignataires: 23
N° d'ACE: 208/2015 du 25 février 2015
Direction: ECO

Consommation du gibier tombé

Le Conseil-exécutif est chargé de faire en sorte que le gibier tombé puisse être consommé.

Développement :

C'est une ordonnance fédérale qui règle la question de la consommation du gibier tombé. Logiquement, les règles devraient être les mêmes dans toute la Suisse, mais ce n'est pas le cas. L'ordonnance en question était déjà en vigueur depuis quelques années lorsque le canton de Berne en a donné l'interprétation qui est celle que nous connaissons aujourd'hui. C'est à la même époque que les mesures d'économie concernant les garde-faune ont été introduites.

Les 350 000 francs qui ont été soi-disant économisés n'ont à notre avis rien à voir avec le gibier tombé. Tout accident impliquant du gibier exige une intervention, dans la plupart des cas de la patrouille automobile de la Police cantonale. C'est elle qui constate les dégâts causés par le gibier et qui achemine l'animal vers un centre collecteur de cadavres. Souvent, l'animal est encore vivant et doit être abattu sur place. Dans ces conditions, il pourrait parfaitement être consommé. De même, les animaux blessés que le garde-faune doit rechercher le lendemain sont abattus puis acheminés vers un centre collecteur. C'est gaspiller de la bonne nourriture !

Pour la police, le travail est à peu près le même, que le gibier soit acheminé vers un centre collecteur ou qu'il soit remis à une personne de confiance (garde-chasse ou garde-faune) pour être ensuite consommé. La seconde solution permettrait même au canton d'économiser des frais et d'encaisser quelques sous si le gibier est vendu pour être consommé. Le produit de ces ventes pourrait sûrement être perçu par l'Inspection de la chasse ou par les garde-faune.

L'ordonnance peut parfaitement être interprétée dans le sens évoqué ci-dessus, en particulier quand l'animal, un chevreuil par exemple, vient d'être tué, qu'il saigne encore et qu'il soit encore chaud. La comparaison avec d'autres cantons montre bien qu'il existe une marge de manœuvre que le Conseil-exécutif pourrait exploiter.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Dans sa réponse à l'interpellation 311-2013 «Consommation du gibier tombé», le Conseil-exécutif a déjà motivé l'interdiction de consommer du gibier tombé.

Il n'a pas changé d'avis depuis lors. La consommation de gibier tombé est interdite depuis le 1^{er} juillet 2013. La nouvelle réglementation a fait ses preuves: en 2014, environ 400 chevreuils seulement, soit un cinquième, ont été achevés par balle et étaient donc propres à la consommation. Dans les autres cas, les chevreuils ont été écrasés par un véhicule, ce qui rend leur viande impropre à la consommation selon l'ordonnance fédérale concernant l'hygiène lors de l'abattage d'animaux (OHyAb, annexe 7, chiffre 3.1.11; RS 817.190.1).

Par ailleurs, la viande provenant d'animaux blessés n'est pas une denrée alimentaire de haute qualité, contrairement à ce qui est avancé dans la motion. Le stress intense de l'animal avant sa mort, l'éviscération tardive et la réfrigération insuffisante ont pour conséquence que les processus biochimiques habituels de maturation de la viande, qui suivent habituellement la mise à mort, la saignée et la réfrigération effectuées correctement, se déroulent trop rapidement. Il en résulte la présence de bactéries intestinales dans la viande. Dans ces conditions, la viande ne satisfait plus aux normes d'hygiène, voire est impropre à la consommation, et ne générerait donc que des gains très limités.

L'évaluation du travail des gardes-faune durant la nuit montre que leurs heures de travail liées aux collisions avec du gibier ont nettement diminué. En 2012, les gardes-faune y ont encore consacré 4 783 heures de travail de nuit. La police cantonale intervenant dans ce type d'accidents depuis le 1^{er} juillet 2013, les gardes-faunes n'ont accompli que 965 heures de travail de nuit en 2013, ce chiffre tombant à 362 en 2014.

Par rapport aux processus applicables auparavant, la nouvelle réglementation sur la consommation de gibier tombé génère globalement un volume de travail de la police cantonale bernoise légèrement inférieur. Il n'est pas possible d'évaluer les *heures de travail* de la police cantonale dans le domaine de la surveillance de la faune, car ce temps de travail n'est pas imputé à un type d'intervention spécifique, mais au lieu d'intervention. Le nombre *d'interventions engagées concernant du gibier tombé* a augmenté par rapport à l'année précédente (2012: 5 491 cas; 2013: 5 155 cas; 2014: 6 951 cas). Les annonces ne déclenchant pas toutes une intervention, ces chiffres ne peuvent pas être clairement interprétés.

La demande formulée dans la motion afin qu'à l'avenir le gibier achevé par balle puisse être à nouveau consommé impliquerait un travail important. Si la police cantonale devait s'occuper de récupérer le gibier, celui-ci devrait, pour des raisons d'hygiène, être amené très rapidement dans un abattoir ou un local réfrigéré. Il faudrait en outre faire appel à un spécialiste, la police cantonale n'étant pas formée pour le dépeçage du gibier destiné à la consommation.

Selon la pratique actuelle, les petits animaux sauvages morts durant la nuit ne sont qu'exceptionnellement acheminés vers un centre collecteur de cadavres par la patrouille automobile de la police cantonale. Pour des raisons de place et d'hygiène, les véhicules de patrouille de la police cantonale ne peuvent pas transporter des animaux sauvages morts tels que des chevreuils. Lors de la recherche d'animaux blessés ne se trouvant plus sur le lieu de la collision, ce lieu est signalisé par la patrouille automobile et communiqué à la centrale d'engagement régionale (CER). Celle-ci informe le garde-faune compétent le lendemain matin afin qu'il puisse rechercher l'animal.

Les frais annuels à la charge de l'Inspection de la chasse pour l'élimination des carcasses se sont élevés à env. 3000 francs en 2014 et sont donc restés inchangés par rapport aux années précédentes. C'est aussi le cas pour la police cantonale, qui pour l'heure ne doit en principe pas verser d'émoluments pour l'élimination des cadavres.

Les charges découlant de la consommation de gibier tombé étant donc globalement disproportionnées en comparaison du gain généré, le Conseil-exécutif estime qu'elles ne sont pas justifiées.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 41, motion de M. Moser, UDC, Consommation du gibier

tombé. M. Moser a la parole et je demande aux groupes de s'annoncer. Monsieur, c'est à vous.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Die Verwertung gesundheitlich unbedenklichen Fleisches von Fallwild soll auch im Kanton Bern – wie dies in vielen anderen Kantonen der Fall ist – möglich sein. Das erwähnte Fleisch stammt von Wild, welches bei einem Unfall verletzt worden ist, aber noch lebt. Es geht also nicht um Fleisch, welches nicht mehr verwendet werden kann. Im Juli 2013 wurde in unserem Kanton ein totales Verwertungsverbot für Fallwild in Kraft gesetzt. Dieses wurde zum gleichen Zeitpunkt in Kraft gesetzt, als ein Abbau von Wildhüterstellen umgesetzt wurde. Die geltenden Bundesverordnungen sind aber bereits seit dem November 2005 in Kraft. Dies zeigt, dass nicht die Bundesverordnung am heutigen Zustand schuld sein kann. Für mich ist die Entscheidung aus dem Juli 2013 in mehrerer Hinsicht fragwürdig: Wildhüterstellen streichen, dafür die ohnehin schon überlastete Polizei einsetzen und Fallwild länger leiden lassen. Es gibt auch Jäger, die vielleicht eingesetzt werden könnten. Wo bleibt hier der Tierschutz mit seinen Organisationen, die sonst immer sehr genau hinschauen? Schliesslich wird noch geniessbares Fleisch in Kadaversammelstellen entsorgt. Darum, geschätzte Kolleginnen und Kollegen, geht es in diesem Vorstoss.

In der Antwort des Regierungsrats steht, dass sich diese Massnahmen bewährt hätten und Kosten eingespart worden wären. Nur rund 400 Rehe bzw. rund ein Fünftel des verunglückten Wildes sei im Jahr 2014 mit Fangschuss getötet worden und wäre somit verwertbar. Ich bin nicht im Bild, ob diejenigen Tiere, die am Tag darauf bei der Nachsuche gefunden werden, einberechnet sind. Meiner Meinung nach geht es nicht um das Abwägen von Kosten und Nutzen. Dem Regierungsrat zufolge wäre der Erlös sehr gering. Es geht um etwas ganz anderes, nämlich um das Wegwerfen von Nahrungsmitteln, von Fleisch von Wild, welches oft importiert wird. Wie das importierte Wild in den Herkunftsländern gejagt wird, kann ich nicht beurteilen, zumal ich die dortigen Jagdvorschriften nicht kenne. Allerdings weiss ich, dass für viele Menschen auf unserer Erde jeden Tag genügend Nahrung zu haben, ein unerfüllter Wunsch ist. Im Kanton Bern können wir es uns aber aus Kostengründen leisten, staatlich verordnet Lebensmittel wegzuworfen. Diese aus der Sicht von uns Motionären schlechte Vorbildfunktion des Kantons Bern möchten wir mit unserem Vorstoss korrigieren.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die gegenwärtige Situation im Kanton ist so, dass Fallwild in jedem Fall vernichtet werden muss. Die Motion fordert nichts anderes, als dass der Regierungsrat seinen Spielraum ausnützen und eine sinnvolle Verwertung nicht explizit verbieten soll. Seitens der BDP glauben wir, dass die finanziellen Aspekte dieser Motion eher im Hintergrund stehen und allenfalls hygienische Gründe relevant sein könnten. Lässt man den gesunden Menschenverstand walten, gibt es durchaus Gründe, die für eine Annahme dieser Motion sprechen. Die BDP-Fraktion empfiehlt Ihnen denn auch mehrheitlich, diese Motion anzunehmen.

Nun zu etwas Persönlichem: Als Bauer und Wirt bin ich direkt von der Thematik betroffen. Dies, weil ich an einer gut befahrenen Landstrasse in einer sehr wildreichen Gegend wohne. So kommt es ab und zu vor, dass nachts jemand vor meiner Türe steht und sagt, er habe ein Reh angefahren. Ich kann Ihnen sagen, dass es mir jedenfalls sehr wehtut, wenn man das Fleisch eines frisch getöteten Tieres verbrennen oder wegwerfen muss. Wenn ich als Wirt beim Einkaufen sehe, wie viele Tonnen erstklassiges vakuumiertes, feinsäuberlich aufgereihtes Fleisch am Samstagabend in den En-gros-Läden jede Woche nur wegen des Verfalldatums weggeworfen werden muss, dann schäme ich mich jedes Mal, dass wir es in unserer fetten Schweiz soweit gebracht haben. An dieser Stelle schimmert der Bauer in mir durch: Wenn man weiss, wie viel es braucht, bis ein Kilogramm Fleisch produziert worden ist, ist die Lebensmittelverschwendung ein Problem bzw. ein Skandal. Vor diesem Hintergrund ist die ganze Fallwildverwertung ein Nebenschauplatz. Dennoch lohnt es sich, in dieser Hinsicht ein Zeichen zu setzen.

Michel Seiler, Trubschachen (Les Verts). Die Grüne Fraktion unterstützt diese Motion ohne Gegenstimmen bei zwei Enthaltungen. Wir sind überzeugt, dass eine teilweise Verwertung von Fallwild sinnvoll und gut möglich ist und dass sie keinen Schaden verursacht. Wir trauen dem Regierungsrat zu, einen pragmatischen, gangbaren Weg zu finden. Jahrzehntlang wurde solches Fleisch verwertet. Ich fordere die Behörden auf, einen Versuch mit einem minimalen bürokratischen Aufwand zu wagen. Es geht hier um das Prinzip: Soll man Nahrung staatlich reglementiert vernichten oder bedarf es etwas mehr gesunden Menschenverstands?

Martin Egger, Frutigen (pvl). Im Kanton Bern hat das Verbot, Fallwild nicht verwerten zu dürfen, nicht immer bestanden. Vor ein paar Jahren durfte man bereits Fallwild verwerten. Schon damals war es eine Frage von Sparmassnahmen, wie wir dies bereits mehr oder weniger oft erlebt haben. Deshalb sollte man manchmal – gerade bei dieser Motion – mit gesünderem Menschenverstand vorgehen, indem man das Finanzielle für einmal ausser Acht lässt. Es kann nicht sein, dass wir grosse Mengen an Fleisch einfach so in Kadaversammelstellen entsorgen. Entscheidend ist doch, was man mit dem ganzen Szenario macht. Es muss nicht sein, dass man wegen eines kleinen Fuchses oder eines Hasen das ganze Karussell zur Erledigung aufbietet. Es kann auch nicht sein, dass ein 100 Kilogramm schwerer Hirsch ohne Weiteres entsorgt wird und dafür sogar noch Entsorgungsgebühren bezahlt werden. Verkauft man dieses Fleisch, könnte man sogar noch Einnahmen für den Kanton generieren. In Sachen Hygiene verhält es sich ohnehin so, dass ohne Prüfung des Fleisches durch den Tierarzt keine Möglichkeit besteht, dieses zu verwerten. Insofern habe ich keine Angst davor, dass nicht gutes Fleisch verwertet würde. Die glp ist mehrheitlich für Annahme dieser Motion. Schliesslich geht es darum, essbare Waren nicht zu entsorgen, sondern zu verwenden.

Daniel Wyrsh, Jegenstorf (PS). Als Folge von Sparmassnahmen hat man den Einsatz der Wildhüter bei angefahrenen Wildtieren ausserhalb der Arbeitszeiten an die Polizei übertragen. Die Polizei ist nicht in der Lage, Fallwild zu verwerten. Wie man offensichtlich sieht, hat man letztlich durch Sparmassnahmen nicht immer gespart. Die SP lehnt diesen Vorstoss ab.

Hans Rösli, Kandersteg (UDC). Bei der Motion von Werner Moser ist für mich vor allem der zweite Teil wichtig. Diesem zufolge soll das Fallwild verwertet werden, «wenn dieses gesundheitlich unbedenklich ist». Wie bereits erwähnt, geht es hier nicht um eine Kostenfrage, sondern vielmehr um eine menschlich-ethische Frage. Ebenso wenig geht es um die Frage, ob dieses Fleisch hochwertig ist oder nicht. Es geht vielmehr darum, dass wir im Moment Nahrungsmittel vernichten. Im Wissen darum, wie viele Leute an Hunger leiden, am Hungertod sterben und wenn wir bedenken, was viele Leute, bevor es zum Hungertod kommt, noch essen, sind die SVP und ich der Auffassung, dass es eigentlich ungesund ist, das Fallwild zu vernichten. Ich komme nicht darum herum, einen Satz aus der Antwort auf die Motion vorzulesen, welcher besagt, weshalb dieses Fleisch nicht mehr als hochwertig taxiert wird: «Hoher Stress vor dem Tod der Tiere, verspätetes Ausnehmen, ungenügende Kühlung führen dazu, dass die nach korrekter Tötung, Entblutung und Kühlung üblicherweise stattfindenden biochemischen Prozesse der Fleischreifung überstürzt ablaufen und Bakterien aus dem Darm in das Fleisch einwandern». Geschätzte Frauen und Männer, mich mutet dieser Satz bürokratisch oder sogar hochgestochen an! Wenn es soweit kommt, dass Bakterien über den Darm in das Fleisch geraten, handelt es sich nicht mehr um hochwertiges Fleisch, welches auch nicht mehr gegessen würde. Wenn ein angefahrenes Reh mit gebrochenem Bein auf der Strasse liegt, müssen Sie nicht besorgt sein, dass Bakterien aus dem Darm in das Fleisch wandern. Ein solches Tier kann sehr gut verwertet werden. Geschätzte Frauen und Männer, stimmen Sie der Motion zu!

Noch zu Herrn Regierungsrat Rickenbacher: Ich möchte Sie bitten, nicht mehr zu stark auf den Kosten zu bestehen. Will man dieses Ansinnen umsetzen, kann man es auch. Wie erwähnt, haben wir in allen Gebieten Jäger. Diesen müssen wir die Möglichkeit geben, die Tiere zu erlegen und auszunehmen. Ausserdem kann es auch die Polizei, wenn sie verfügbar ist, und natürlich die Wildhüter. Man muss einfach ermöglichen, dass diejenigen Leute, die zuerst vor Ort sind, diese Aufgabe übernehmen können. Vor etwa zwei Jahren haben wir für das ganze Kantonsgebiet eine professionelle Fleischschau eingeführt. Insofern besteht die Möglichkeit, das Fleisch dort zu zeigen. Damit wäre dann die Geniessbarkeit gegeben oder eben nicht. Deshalb stimmen Sie – wie es auch die SVP tut – dieser Motion zu!

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Die Fallwildverwertung zu tolerieren, würde deutlich mehr Aufwand bedeuten, weshalb sie sich auch nicht rechtfertigen lässt. Tolerieren bedeutet für mich, dass man es je nach Fall so oder anders handhaben kann. Zu den biochemischen Prozessen und den Bakterien, die das Fleisch befallen: Diesbezüglich stellt sich die Frage, ob die hygienischen Anforderungen noch eingehalten werden können. «Tolerieren» lautet das Stichwort im Titel der Motion. Tolerieren wir doch die heute geltende Regelung und lehnen die Motion ab. Ich danke für die Unterstützung.

La présidente. Nous passons aux intervenants à titre personnel, M. Kummer de l'UDC, c'est à vous, vous avez trois minutes.

Hugo Kummer, Berthoud (UDC). Weshalb bin ich Mitmotionär? Ich war von einem Fall betroffen, möchte aber vorab darlegen, was wir mit dieser Motion verlangen. Wir verlangen nichts anderes, als Fallwild verwerten zu dürfen, wenn es gesundheitlich noch unbedenklich ist. Um mehr geht es uns nicht. Wir geben dem Regierungsrat nicht vor, wie er was tun muss. Wir möchten aber, dass gesundes Fleisch, welches heute weggeworfen wird, wieder verwertet werden kann. Ich habe auch Verständnis dafür, dass es sich damals um einen Sparbeschluss im Rahmen von Sparmassnahmen gehandelt hat. Ich möchte dennoch erwähnen, dass man auch eine andere Lösung wählen kann. Im Kanton Bern gibt es 3000 Jäger sowie freiwillige Jagdaufseher, wobei Letztere vom Wildhüter bestimmt werden. Wenn es um Fallwild geht, muss nicht immer der Wildhüter persönlich kommen. Auch ein im Gebiet tätiger Jagdaufseher kann sich dieser Aufgabe annehmen und das Nötige organisieren. Dies lässt sich in kurzer Zeit problemlos bewerkstelligen. Es geht auch nicht um Bakterien, darüber sprechen wir gar nicht. Es geht um gesundes Fleisch, welches wir wegwerfen. Ich möchte Ihnen von einem Fall berichten, der sich im Februar im Oberland zwischen Interlaken und der Beatenbucht zugetragen hat. Dort wurde eine Hirschkuh angefahren, welche einen Beckenbruch erlitt. Es war eine grosse Sache. Auch die Polizei war vor Ort; sie sperrte die Stelle ab. Dann kam ein Jäger dazu, der der Hirschkuh den Fangschuss geben wollte, um sie von ihren Schmerzen zu erlösen. Was geschah dann? Es tauchte eine Menschenmenge auf; die Hirschkuh stürzte dann 50 Meter über einen Hang hinunter. Darauf meinte der Jäger, dass man das Tier nun erlegen und von den Schmerzen erlösen müsse. Der Polizist reagierte jedoch vehement und drohte dem Jäger mit einer Anzeige, falls er einen Schuss abgebe. Meine lieben Leute, es geht um Tiere! Bis der Wildhüter vor Ort war, dauerte es 45 Minuten! Das Tier musste qualvolle Schmerzen erleiden. Solche Situationen können wir doch verhindern. Es geht wirklich um das Tier und auch um gesundes Fleisch, welches wir heute in Kadaversammelstellen entsorgen. Ich habe Mühe damit, dass sich die SP geschlossen gegen die Motion stellt, umso mehr als gerade Sie für den Tierschutz eintreten. Ich wiederhole deshalb: Es geht um das Tier – dieses ist uns sehr wichtig. Weiter geht es um gesundes Fleisch, welches wir wegwerfen. Das muss man sich vor Augen führen.

Ursula Zybach, Spiez (PS). Als Lebensmittelingenieurin bereitet mir diese Diskussion Freude – Freude daran, festzustellen, wie wichtig es Ihnen ist, dass Lebensmittel nicht einfach weggeworfen werden. Diesbezüglich pflichte ich Ihnen bei, geht es doch um etwas sehr Wichtiges, das wir überhaupt nicht im Griff haben. Aber glauben Sie mir, es geht dabei nicht um die angefahrenen Tiere und deren Fleisch. Es geht um enorme Mengen, welche wir jeden Tag selber kaufen und wieder wegwerfen. Vor allem geht es auch um das, was in der Lebensmittelindustrie produziert und fehlproduziert wurde, um Lebensmittel, die Metallsplitter und Verunreinigungen enthalten, sodass man sie in riesigen Mengen wegwirft. Dies ist der SVP bekannt, haben Sie doch einige Kolleginnen und Kollegen, die Biogas-Anlagen betreiben, in welchen wunderbare Lebensmittel einfach so verbrannt werden, weil sie den Qualitätsansprüchen von uns Schweizerinnen und Schweizern, Migrantinnen und Migranten nicht mehr genügen. Der eben aus der Antwort des Regierungsrats zitierte Passus, welcher als etwas unwichtig interpretiert wurde, spricht einen sehr wichtigen Aspekt an, nämlich den sehr hohen Stress der Tiere, dem sie kurz vor ihrem Tod ausgesetzt sind. Sie erinnern sich an die Diskussionen rund um das Schweinefleisch, wo ebenfalls dafür gesorgt wurde, dass man diese Tiere anders schlachten kann, damit die Qualität des Fleisches besser ist. Daneben werden noch viele andere wichtige Argumente aufgelistet.

Wenn Ihnen Lebensmittel wichtig sind und Ihnen das Nichtwegwerfen von Lebensmitteln wirklich ein Anliegen ist, dann kümmern Sie sich um Themen wie es beispielsweise «Tischlein deck dich» oder der Verein Foodwaste tun. Dann werden Sie in dieser Hinsicht aktiv, indem Sie Motionen zu diesen Themen einreichen, bei welchen es darum gehen sollte, dass bereits vorbereitetes Essen wirklich auch gegessen wird. Verzichten Sie – wie es die Volkswirtschaftsdirektion vorschlägt – darauf, diese Tiere zu nutzen. In diesem Sinn bitte ich Sie, die vorliegende Motion nicht zu überweisen. (*La présidente agite sa cloche.*)

Jakob Etter, Treiten (PBD). Jetzt kommt der zweite Lebensmittelspezialist, und wie es so ist, haben zwei Spezialisten stets drei Meinungen. Natürlich bin ich gegenteiliger Meinung als meine Vorrednerin Ursula Zybach. Wir werden noch an unserem Hygienefimmel sterben! Jeder Wirt, jeder, der mit Lebensmitteln arbeitet, muss heute über ein staatlich verordnetes Selbstkontrollkonzept

verfügen. Der Staat selber führt im Rahmen der Lebensmittelkontrolle Analysen und Untersuchungen durch. Wenn wir diese Tiere und deren Fleisch nicht mehr verwerten können, stellt sich die Frage, ob der Staat den eigenen Kontrollen nicht mehr traut. Ursula Zybach, wissen wir bei den Fleischimporten, wie die Tiere geschlachtet wurden? Wissen wir, ob die Tiere nicht gestresst waren und immer so ruhig bleiben, wenn sie umgebracht werden? Wissen wir, ob Wildtiere, die wir importieren und genüsslich verwerten, nicht sogar mittels Fallen gefangen wurden und so einer hohen Stressbelastung ausgesetzt waren? Es ist ein Skandal, wenn Tiere, die durch einen Verkehrsunfall ein Bein gebrochen haben, in einer Kadaversammelstelle verbrennt werden, während wir Fleisch aus Rumänien, Ungarn, Bulgarien und Polen importieren. Die Kosten sind schon mehrfach erwähnt worden. Wir wissen alle, dass der Kanton sparen muss. Auch ich bin dieser Meinung. Allerdings gibt es überall Jäger. Ich bin sicher, dass es den Kanton nicht mehr kosten würde, wenn diese engagiert würden, das Fleisch verwerten und noch verkaufen könnten und so entschädigt würden. Ich bitte Sie, dieser Motion zuzustimmen.

La présidente. Avant que M. Reber ne s'exprime, dans trente secondes je clos la liste des intervenants à titre personnel. M. Reber, vous avez la parole.

Fritz Reber, Schangnau (UDC). Ich finde es auch schlecht, wenn verletzte Tiere am Strassenrand liegen bleiben und ihnen nicht der Fangschuss gegeben werden kann, damit sie von ihren Schmerzen erlöst werden. Hier sprechen wir aber über die Verwertung von Fallwild und von hochwertigem Fleisch. Artikel 23 der Jagdverordnung besagt, dass Fallwild totes, krankes und verletztes Wild sei. Wenn eine Gemse durch Glemsblindheit irgendwo hinunterstürzt, handelt es sich auch um Fallwild. Es geht also um Tiere und Fleisch, dessen Verwendung eingeschränkt ist. Dennoch ist hier die Rede von hochwertigem Fleisch. Das verstehe ich nicht ganz. Wir haben eine Fleischhygieneverordnung. Bei Nutztieren gibt es eine Lebendfleischschau. Wenn man ein Tier zum Metzger bringt, wird es vorher im Lebendzustand angeschaut, aber auch wenn es geschlachtet wird. Liegt ein Tier am Strassenrand, kann man es nicht mehr ordentlich im Lebendzustand anschauen. Ein Jäger, der auf die Jagd geht, beurteilt ein Tier, wenn er es sieht, ob es gesund ist oder ob es bedenkliche Merkmale aufweist. Danach erlegt er es, nimmt es möglichst rasch aus und inspiziert die Innereien darauf hin, ob alles in Ordnung ist. Erst dann kann er dieses Fleisch in den Handel geben oder verwerten. Beim Fallwild geschieht dies alles nicht. Es handelt sich um verletzte oder stark verletzte Tiere. Wenn ein Reh am Strassenrand liegt, hat es nicht nur ein Bein gebrochen. Rehe verlassen die Unfallstelle sogar nur auf zwei Beinen. Dies bedingt dann eine Nachsuche, die auch lange dauern kann. Ein am Strassenrand liegendes Tier ist in hohem Mass verletzt, in der Regel weist es innere Verletzungen auf. Das ist nicht unbedenklich. Ich bin mit dieser Meinung alleine in der SVP, verstehe aber nicht, dass man meint, es handle sich um hochwertiges Fleisch, welches noch verwertet werden müsse. Mit Sicherheit handelt es sich bei Fallwild nicht um hochwertiges, gesundes Fleisch.

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Ich glaube, wir haben nun zum Teil eine Vermischung gehört. In dieser Motion geht es konkret um die Verwertung von Fallwild und nicht um den Tierschutz. Wenn wir über diesen sprechen wollen – und diesbezüglich spreche ich als Tierschutzpräsident von Thun – müssen wir es anders angehen. In dieser Hinsicht müssten wir dafür sorgen, dass die Tiere innert vertretbarer Zeit getötet werden und nicht stundenlang zugewartet wird. In diesem Bereich müsste man anders aktiv werden. In Bezug auf die Fallwildverwertung kann ich Ihnen sagen, dass die umliegenden Kantone Fallwild nach wie vor verwerten. Zum Teil gibt es dort die Revierjagd. Damit liegt die Entscheidung eigentlich beim Jäger. Insofern kann die Fallwildverwertung sicher auch im Kanton Bern umgesetzt werden. *(La présidente agite sa cloche.)* Eigentlich ist dies eine Frage des Willens. Der Tierschutz und die Tötung dieser Tiere basiert aber auf einer anderen Schiene. Diesbezüglich müssen wir dafür besorgt sein, dass es schneller geht. Aus meiner Sicht ist es unnachvollziehbar, wenn ein Hirsch oder ein anderes Tier stundenlang neben der Strasse liegen muss, bis es der Wildhüter erlöst. Hierfür müssen wir in nächster Zeit eine Lösung suchen. Ansonsten kommt es mit Blick auf den Tierschutz nicht gut heraus.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Vorhin hat mich die Kollegin Zybach auf den Plan gerufen. An der Lebensmittelverschwendung sind sehr oft unsinnige Vorschriften schuld, die sehr häufig von Lebensmittelinspektoren ausgebrütet werden. Wir können gerne einmal darüber sprechen. Ich metzge übrigens zusammen mit meinem Metzger sehr ortsnahe. Weiter haben Sie auch noch die

schlimme Tierproduktion angesprochen. Hierzu möchte ich Folgendes sagen: Stellen Sie sich vor, ich produziere auch Fleisch. Allerdings steht bei mir zuhause eine Kuh, die aus dem letzten Jahrtausend stammt! Bedenken Sie, dass dies wahrscheinlich weltweit nicht sehr häufig der Fall ist. Dieser Kuh hat es wohl gefallen, weil sie ein gutes Leben gehabt hat – sie hat übrigens Jahrgang 1998.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Zuerst möchte ich Ihnen herzlich für die Diskussion danken und auf die Bemerkung zurückkommen, welche wir eingangs der schriftlichen Antwort dargelegt haben: Es geht um einen Gegenstand, der sich in der abschliessenden Zuständigkeit von Regierungsrat und Verwaltung befindet. Insofern handelt es sich hier um eine Richtlinienmotion. Ich muss klar sagen, dass die heutige Lösung, wenn es um Fallwild geht, sich bewährt und zu einer wesentlichen Entlastung der Wildhut geführt hat. Darauf, dass dies nicht einfach nur eine Floskel ist, komme ich später zurück, zumal auch hier der ethische Bereich betroffen ist.

Bevor Sie entscheiden, dürfte es wichtig sein, dass Sie etwas über das Zahlengerüst wissen. Aufgrund der klaren Statistik haben wir die Situation, dass vier Fünftel der Tiere, welche auf der Strasse angefahren werden, tot sind. Folglich können wir die Diskussion bei vier Fünfteln der Tiere gar nicht führen. Dies, weil tote Tiere nicht verwertet werden dürfen. Wir diskutieren also über einen Fünftel angefahrener Tiere und können deshalb nicht davon ausgehen, dass es sich um eine sehr grosse Menge nicht verwerteter Tiere handelt, die theoretisch noch verwertet werden könnten. Vier Fünftel der Tiere sind tot und dürfen aufgrund der Bundesgesetzgebung gar nicht verwertet werden. Daher ist die theoretische Anzahl verwertbarer Tiere sehr gering. Wie soeben in der Diskussion angeführt wurde, kann man nicht in guten Treuen sagen, dass sich diese Tiere in einem guten Zustand befinden. Insofern bin ich froh um das Votum von Herrn Grossrat Reber. Es handelt sich nicht um hochwertiges Fleisch, welches nicht verwertet wird. Es handelt sich um Tiere, die einen Autounfall überleben und in einem Strassengraben liegen. Diese Tiere sind sehr schwer verletzt, ansonsten würden sie – wenn sie Fluchtmöglichkeiten hätten – die Unfallstelle verlassen. Insofern handelt es sich sicher nicht um sehr hochwertiges Fleisch, sondern dieses ist auch problematisch. Heute haben wir die Situation, dass – insbesondere in der Nacht – nicht mehr die Wildhüter ausrücken müssen, um den Fangschuss abzugeben, sondern dass wir diesbezüglich seit dem Jahr 2013 eine sehr gute Zusammenarbeit mit der Polizei haben. Ich muss Ihnen klar sagen, dass sich diese Zusammenarbeit mit der Polizei sehr bewährt hat. Wenn Sie dieses System wieder ändern wollen, müsste die Wildhut aufgeboten werden oder allenfalls jemand anderes, der einen Fangschuss abgeben kann. Zudem müsste die entsprechende Person das Tier gleich auf der Unfallstelle verwerten. Es reicht nicht, nur den Fangschuss abzugeben. Das Tier muss sofort auf der Unfallstelle ausgeblutet und ausgenommen werden. Nur dann kann es verwertet werden. Die Polizei kann dies klar nicht bewerkstelligen.

Werte Grossratsmitglieder, in dieser Hinsicht stellen sich auch ethische Fragen. Man muss immer aufpassen, wenn man die ethische Keule schwingt. Ich bin der erste, der Verständnis dafür hat, dass man Lebensmittel nicht wegwerfen sollte, wenn sie noch geniessbar sind. Dementsprechend hat Frau Grossrätin Zybach klar aufgezeigt, dass es in anderen Bereichen Mengengerüste gibt, über welche wir – im Gegensatz zu diesem Fünftel verwertbaren Fallwildes – locker hinwegsehen. Es gibt noch eine andere ethische Seite. Ich habe in der Wildhut eine nicht mehr tolerierbare Situation gehabt. Wir haben für diesen grossen Kanton knapp 30 Wildhüter. Ich habe mehrere Wildhüter gehabt, die sich kurz vor oder in einem Burnout befunden haben. Diese konnten ihren Job nahezu nicht mehr weiterführen, weil sie zum Teil während Wochen einmal, zweimal oder dreimal nachts geweckt wurden. Die Unfälle passieren meistens nicht nachmittags um 16.00 Uhr, sondern nachts um 02.00 Uhr, 03.00 Uhr oder 04.00 Uhr. Herr Grossrat Kummer, ich bin nicht sicher, ob die freiwilligen Jagdaufseher und Jäger Freude hätten, morgens um 02.00 Uhr, 03.00 Uhr oder 04.00 Uhr einen Anruf zu erhalten, um daraufhin einem Tier den Fangschuss geben zu müssen. Deshalb muss ich Ihnen sagen, dass ich als Verantwortlicher der Volkswirtschaftsdirektion auch eine Verantwortung für meine Mitarbeitenden trage. Die in der Wildhut geübte Situation war ethisch auch nicht tolerierbar: Leute wurden während Tagen und Wochen nachts zwei- bis dreimal geweckt, um an einer Unfallstelle eine Situation anzutreffen, wieder zurückzukehren und zwei Stunden später wieder geweckt zu werden. Diese Situation hat sich seit der Zusammenarbeit mit der Polizei, die nun auch Fangschüsse abgeben kann, wesentlich verbessert. Will man dieses System ändern, muss man zum Alten zurückkehren. Ob ich es meinen Mitarbeitenden zumuten kann, wieder in solche Situationen zu gelangen, ist auch eine ethische Frage.

Vor diesem Hintergrund haben wir zwei Seiten zu gewichten, was in der Politik häufig vorkommt. Ich verstehe die vorgebrachten Argumente, wonach wir allenfalls noch verwertbares Fleisch haben. Dies ist eine ethische Komponente. Ich bitte Sie auch zu gewichten, dass es menschlich-ethisch ebenfalls in Erwägung zu ziehen ist, den Mitarbeitenden Sorge zu tragen, die entsprechende Situationen erlebt haben. Wenn ich zu einer abschliessenden Gewichtung gelange, kann ich sagen, dass mir die heutige Situation wegen des geringen Mengengerüsts an überhaupt noch verwertbaren Tieren besser passt. Wir müssen zwar auch in Kauf nehmen, dass allenfalls theoretisch verwertbares Fleisch nicht mehr verwertet werden kann. Angesichts dessen bitte ich Sie – auch aus Respekt vor den Mitarbeitenden der Wildhut –, die vorliegende Motion im Sinne der Regierung abzulehnen.

Werner Moser, Landiswil (UDC). Zuerst möchte ich Ihnen bestens für die Diskussion danken. Ich durfte sehr viele positive Meldungen empfangen, was mich sehr freut. Es gibt auch Fraktionen, die sich nicht zu Wort gemeldet haben. Ich bin überzeugt, dass es auch in diesen Leute gibt, die sich dieses Thema näher anschauen werden. Nun noch ein paar Worte zu einigen Punkten, die ich mir notiert habe: Die SP hat klar gesagt, dass diese Nahrung aus Spargründen weggeworfen werden müsse. Der Tierschutz ist gar nicht aufgeworfen worden; man hat nur die Spargründe ins Feld geführt. Beim Freisinn ist die Rede von biochemischen Prozessen. Diesbezüglich bin ich froh um das Votum von Jakob Etter, das auf das gleiche Thema hingewiesen hat, wie es bereits von mir angesprochen wurde. Importfleisch wird gar nie untersucht. Dies wäre mir jedenfalls neu. Ansonsten müsste es der Kanton Bern selber tun. In anderen Kantonen ist die Verwertung von Fallwild immer noch zugelassen. Insofern sind wir mit unserer anderen Bewertung ein Spezialfall. Zum Votum von Fritz Reber: Er hat Tiere erwähnt, die am Strassenrand liegen. Um diese Tiere geht es gar nicht, sondern um verletzte Tiere. Man hat klar gesagt, dass deren Fleisch unbedenklich sein muss. Hierzu ist zu sagen, dass die Wildhüter das Fleisch von Tieren, welche bei der Nachsuche erschossen werden, auch entsorgen müssen. Es geht nicht nur um Tiere, die am Strassenrand liegen.

Jetzt ein paar Worte zum Regierungsrat, der mich doch etwas auf die Palme gebracht hat (*hilarité*). Wenn er sagt, dass die Zusammenarbeit zwischen Polizei und Wildhut bestens laufe, muss ich entgegen, dass ich auch mit Polizisten Kontakt habe. Diese sagen allerdings, dass sie bereits anderweitig total überlastet sind und sich nun zusätzlich des Fallwilds annehmen müssen. Gleichzeitig muss ich zur Aussage, die Wildhut sei nun mit der Situation glücklich, Folgendes sagen: Zwei Wildhüter haben mir gesagt, sie seien sehr unglücklich, weil sie gleichwohl von Leuten angerufen würden, die sie kennen und deshalb direkt ansprechen. Dennoch hat man eine Bürokratie aufgebaut, sodass alle Anrufe über eine Telefonnummer eingehen. Viele Leute, die überhaupt nicht verstehen, wie man zu dieser Nummer gelangt, rufen schliesslich den Wildhüter an, der ihnen am nächsten liegt. Dies ist ein Aufziehen von Bürokratie, das ich nicht unterstützen kann. Ich möchte an dieser Stelle nochmals betonen, dass es um Fleisch geht, welches verwertet werden kann. Es geht also nicht um tote oder schwer verletzte Tiere, wie es zum Teil angetönt worden ist. Ich hoffe, dass Sie die Motion unterstützen können. Vielen Dank.

La présidente. M. le directeur, vous voulez répliquer? – Non, ce n'est pas le cas. Nous passons tout de suite au vote. Vote de l'affaire 41, motion, Consommation du gibier tombé. Ceux qui acceptent cette motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 88

Non 43

Abstentions 14

La présidente. Vous avez accepté cette motion.